

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F; 6 mois : 20 F
p.li fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, p.li ouvert : 40 F
1 an, p.li fermé : 60 F

14^e ANNEE - N° 238
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
du 26 au 11 mars 1977

Contre la diversion électorale !

Pour la riposte prolétarienne aux attaques de la classe bourgeoise !

Pour la préparation révolutionnaire !

Prolétaires ! Camarades !

Depuis un siècle, dans les pays capitalistes avancés, la bourgeoisie a perfectionné l'art d'utiliser les élections pour détourner les ouvriers de la défense de leurs intérêts de classe, pour les pousser — avec l'aide décisive des partis opportunistes et des syndicats qu'ils dirigent — à suspendre toute lutte et toute agitation en leur faisant miroiter l'espoir qu'une autre assemblée, un autre gouvernement, voire d'autres municipalités, pourraient, dans le cadre du capitalisme et de l'Etat bourgeois, alléger la pression qui les écrase et résoudre les gigantesques contradictions dont ils font les frais.

Aujourd'hui plus que jamais, les élections viennent à point pour détourner la classe ouvrière de ses problèmes, rendus encore plus urgents par la concurrence économique toujours plus sévère qui oppose les différentes bourgeoisies à l'échelle internationale : chômage pour les uns, diminution du salaire et accroissement de la durée et de l'intensité du travail pour les autres.

Les travailleurs peuvent-ils croire sérieusement que dans la guerre irréconciliable entre les classes dont les intérêts, à court et à long terme, s'opposent de façon toujours plus aiguë il suffirait d'un changement de majorité pour supprimer les effets du capitalisme sans toucher au profit, au salariat, à la concurrence, sans abattre par la violence un Etat qui est organisé, renforcé et perfectionné depuis presque deux siècles par la bourgeoisie comme un instrument au service des intérêts capitalistes ?

C'est pourtant cette illusion paralysante que contribuent à renforcer les soi-disant partis communistes et socialistes, qui annoncent qu'ils défendront l'économie nationale contre ses concurrents étrangers, et qu'ils conserveront l'Etat bourgeois, la constitution, la police et l'armée bourgeoises, de même qu'ils révèlent toujours plus chaque jour leur rôle odieux d'agents de la classe dominante dans les rangs des ouvriers en étouffant et sabotant les luttes de défense contre la pression du capital.

Et c'est cette même illusion paralysante que partagent et répètent les différents groupes de la pseudo « extrême gauche » qui appellent à voter au deuxième tour pour ces partis renégats en prétendant qu'une « victoire de la gauche », à l'échelle du gouvernement ou même à l'échelle dérisoire des communes, en fait de

plus en plus soumises au contrôle de l'Etat central, serait une victoire pour les travailleurs !

Prolétaires ! Camarades !

Contre toutes les illusions démocratiques, les communistes ont toujours prôné la lutte sans merci pour le renversement de l'Etat bourgeois et de ses institutions, pour la préparation et l'instauration de la dictature prolétarienne qui, seule, pourra en finir avec les exploités et leur système d'oppression. Depuis la fin de la première guerre impérialiste mondiale, notre courant — aujourd'hui, notre parti — préconise l'abstention dans les élections aux différents échelons de la machine de l'Etat au moins pour les pays où la bourgeoisie est depuis longtemps au pouvoir et où l'illusion démocratique empoisonne et paralyse depuis des décennies le mouvement ouvrier.

Cet abstentionisme communiste n'a rien à voir avec un refus de principe du terrain électoral, comme il n'a rien à voir avec l'« horreur » anarchiste pour l'Etat et l'« autorité » en général. Il naît de la ferme conviction que le retour aux méthodes de classe, la sélection du parti révolutionnaire et la préparation du prolétariat à la révolution — seule issue à la crise chronique du capitalisme — seront d'autant plus retardés que les institutions et les traditions démocratiques conserveront plus longtemps leur prestige sur la classe ouvrière.

Appeler les prolétaires à tourner le dos à la farce électorale et aux partis qui en ont fait leur raison d'être, cela signifie les appeler à se battre sur leur propre terrain, celui de la lutte ouverte contre le capitalisme, avec leurs propres armes et leurs propres objectifs.

— Non à la trêve électorale !

Pour la défense des conditions de vie, de travail et de lutte de la classe ouvrière, pour la défense des salaires, la diminution du temps de travail, pour la défense des chômeurs, pour que la classe puisse resserrer ses rangs par-delà les limites d'usine, de catégories et de nationalité, une seule voie : la lutte de classe !

— Pour la préparation révolutionnaire, pour la renaissance du Parti de classe, le parti unique et mondial de l'émancipation du prolétariat !

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.

La course au réalisme

Le 10 février dernier le premier ministre déclarait à Lyon que « les premiers résultats du plan de redressement confirment le gouvernement dans sa volonté de poursuivre l'action entreprise avec fermeté et ténacité » et, le même jour, il annonçait une remise en ordre globale de l'économie d'ici le 30 juin qui passe, a-t-il précisé, par l'« assainissement » des structures industrielles, du secteur nationalisé et de la Sécurité Sociale (dans les deux derniers domaines « les réformes sont en cours » : on a imposé 2 milliards d'économies aux entreprises nationalisées — elles doivent être « exemplaires » a dit Barre — et on a commencé à revoir les dépenses de santé). Au mois de janvier le chômage a atteint un nouveau record : le nombre des sans emploi s'élève à 1 070 000 (chiffres officiels), parmi lesquels 50 % de jeunes de moins de vingt-cinq ans. En ce qui concerne les salaires la doctrine officielle est que le pouvoir d'achat sera maintenu en 1977. En fait même dans ce cas, et compte tenu de l'augmentation de la production et de la productivité il y aura baisse relative du pouvoir d'achat. Devant cette aggravation des conditions de vie et de travail comment réagissent syndicats et partis politiques de gauche ?

Dans une interview accordée à *La conjoncture sociale* (il s'agit d'un hebdomadaire d'informations sociales destiné aux chefs d'entreprise...), E. Maire vient de réaffirmer que, selon lui, une grève générale dans le secteur public et nationalisé « serait une erreur grave ». Il explique ainsi « l'analyse réaliste » de la CFDT : « On nous dresse un mur. Notre tactique est de le contourner ». Ce qu'il faut, ce sont des actions « échelonnées et coordonnées » dans lesquelles il faut

(suite page 2)

Réunions publiques

- A ANGERS, le vendredi 4 mars à 20 h 30, salle des cours municipaux.
- A LILLE, le samedi 5 mars à 15 heures, 27, rue Adolphe.

Riposte de classe à l'offensive capitaliste

- A PARIS, le vendredi 11 mars à 20 h 30, Salles Lancry, 10, rue de Lancry, Paris-10^e (métro République).

Question féminine et lutte de classe

- A STRASBOURG, le vendredi 11 mars, 20 h 15, Maison des Syndicats, 1, rue Sédillot

Lutte de classe contre illusions électorales

- A TOULOUSE, le vendredi 18 mars, 21 heures, cité de l'Arсенal, Bât. C.

Révolution et contre-révolution en Russie

La course au réalisme

(suite de la page 1)
introduire la « durée » : « Se précipiter dans une grève générale risquerait d'aboutir à l'impasse et, peut-être même en raison de la résonance de ce type d'action, à une hésitation de la part des travailleurs ». En réalité il ne s'agit pas de durer, mais de noyer le poisson. Puisqu'on nous oppose un mur, contournons-le. Bravo ! Est-ce que le mur va être entamé pour autant ? Si on la laisse faire la bourgeoisie va élever des murailles de plus en plus larges devant les travailleurs et les écraser de plus en plus. Devant de telles déclarations de couardise la bourgeoisie se réjouit : « Il existe un certain parallélisme entre le refus gouvernemental de globaliser la négociation et le refus de la CFDT de globaliser l'action revendicative. Mais dans le premier cas il s'agit d'une volonté de ne pas céder à la pression syndicale, alors que, dans le second, on tire simplement les conséquences de cette volonté » (Le Figaro du 11 février)...

Exactement au même moment le secrétaire général de la CGT expliquait dans le même journal quelles étaient à son avis les « conditions d'un accord salarial avec le gouvernement ». Après quelques phrases creuses de matamore, du type « la négociation ne doit pas porter uniquement sur les salaires, mais aussi sur l'emploi, les conditions de travail, le droit syndical », on est passé aux choses sérieuses.

D'abord, a dit Séguy, définissons un indice juste. Ensuite « il faudrait convenir de la progression économique possible [c'est nous qui soulignons] du pouvoir d'achat des salaires, retraites et pensions ». L'interviewer a fait semblant de ne pas en croire ses oreilles ; alors, a-t-il demandé, vous êtes prêt au compromis ? Bien sûr, a répondu Séguy, nous, nous sommes d'accord, mais c'est le patronat et le gouvernement qui refusent : « Dans l'état actuel des choses la perspective d'un compromis ne me paraît pas se présenter dans la mesure où le gouvernement et le patronat refusent toute négociation. Toutes les propositions que nous avons faites sont rejetées automatiquement. Même les organisations réformistes [Séguy ne connaît pas l'histoire de la paille et de la poutre] n'ont aucune possibilité de dialogue, de discussion et de négociation avec le gouvernement et le patronat. Dans la France de 1977 il est pratiquement impos-

sible même d'être réformiste. Comment imaginer un compromis ? » M. Séguy joue sur les mots. Le gouvernement et le patronat ne refusent pas le compromis. Ils l'imposent dans les faits à des gens qui ne demandent que ça. Le journaliste n'a pas insisté. Pour aujourd'hui les choses sont claires. Et pour demain : « Si vous appliquez demain le programme commun vous serez confrontés immédiatement à une masse de revendications que vous ne pourrez pas satisfaire ». Piqué au vif Séguy a répondu sur l'air de « pour qui me prenez-vous ? » : « Vous sous-estimez notre sens des responsabilités. Nous sommes des syndicalistes conscients et réalistes. Nous l'avons déjà prouvé en maintes circonstances y compris au lendemain de la Libération lorsqu'il s'agissait de reconstruire notre économie nationale. Nous avons fait la preuve, lorsqu'il était question d'appeler les travailleurs à un effort conforme à l'intérêt national et donc à leur propre intérêt [sic], que nous savions prendre nos responsabilités. Dans toutes les circonstances semblables nous ferions de même » (Le Figaro, 10 février).

Mais les « leaders » syndicaux ne sont pas seuls à faire assaut de « réalisme » par les temps électoraux qui courent.

Ainsi G. Defferre écrit-il dans un livre au titre qui en dit long (Si demain la gauche...): « Au fur et à mesure que nous approchons des élections nous devons avoir le courage de dire clairement ce qui est possible dans l'immédiat et ce qui ne l'est pas, afin de ne pas laisser croire que, par un coup de baguette magique, nous saurons tout transformer du jour au lendemain ». Même l'inoctave autogestion est renvoyée au magasin des attrape-gogos qui pourront réserver plus tard : « Pouvez-vous honnêtement [sic] continuer à faire usage de ce mot magique ? A faire rêver les gens ? A leur donner de l'espoir, si nous ne pouvons pas répondre à cet espoir dès notre arrivée au pouvoir ? La question ainsi posée, la réponse est forcément : non ».

Il est clair que la satisfaction des revendications ouvrières ne saurait dépendre de l'arrivée des Maire-Séguy-Defferre et Cie au pouvoir. Il est clair que ces derniers se comporteront demain à leur égard exactement comme ils se comportent aujourd'hui. En serveurs du capital.

Sur la défense des chômeurs

« Notre but, a déclaré Séguy à Grenoble, n'est pas de lutter pour le meilleur système d'indemnisation possible, mais de donner du travail, le droit au travail, le droit au métier à tous les Français » (L'Humanité du 19-2-77).

Evidemment le but ultime des syndicats ne peut être l'indemnisation des chômeurs mais l'élimination du chômage. Mais pour parler de ce problème sérieusement, il faudrait au moins dire un mot du besoin de supprimer l'anarchie capitaliste et la concurrence entre les ouvriers, c'est-à-dire de lutter pour abolir le marché, le profit, le salaire et pour instituer une production et une distribution sociales et planifiées.

En attendant, il ne saurait y avoir d'autre perspective que de voir le chômage croître à l'échelle générale du capitalisme mondial, croître peut-être moins vite en période de prospérité, mais croître quand même, à moins qu'on ne s'imaginerait pouvoir arrêter la progression de la productivité du travail ! La défense des chômeurs est donc un problème vital pour la lutte prolétarienne.

Il se posera même à la dictature du prolétariat : une fois que la guerre civile sera passée et que les temps plus calmes de l'après-guerre révolutionnaire seront arrivés, le pouvoir prolétarien pourra certes diminuer radicalement le temps et le rythme de travail, faire participer une immense masse d'hommes et de femmes à la production, mais pas tous, tant que le capitalisme ne sera pas totalement éliminé de la planète. Le pouvoir prolétarien sera donc amené à assurer à tout chômeur des ressources qui, en tout état de cause, ne pourraient pas dépasser le salaire d'un ouvrier moyen. Telle est notre conception du salaire intégral aux chômeurs, qui est en quelque sorte la contrepartie nécessaire de l'obligation de travail pour tous.

Un tel objectif, le mouvement prolétarien doit en faire un principe, et il doit même

être agité dans la lutte immédiate pour cette raison qu'il permet de relier étroitement la défense des chômeurs au besoin de la transformation socialiste de la société et de sa condition politique : la dictature du prolétariat. Mais cet objectif peut également se traduire dans la lutte immédiate par des revendications qui correspondent aux besoins du mouvement spontané de défense des ouvriers, qui cherchent en cas de licenciements des indemnités plus substantielles et un accroissement des ressources allouées pendant un temps plus long, des revendications qui vont également dans le sens de la réalisation de cet objectif général du plein salaire au chômeur, bien que de manière partielle, incomplète, provisoire.

Il va de soi d'autre part que seul un vigoureux mouvement de lutte peut permettre que la bourgeoisie ne fasse pas de l'aide aux chômeurs, distillée au compte-goutte et selon les besoins non pas de la vie des familles ouvrières mais bien de ceux de la conservation sociale, un instrument de division des ouvriers et que la classe prolétarienne en fasse au contraire une arme pour soulager la misère et serrer ses rangs.

Voici pourquoi, entre autres possibilités pour traduire le principe du salaire intégral aux chômeurs dans la réalité de la lutte immédiate, la lutte ouvrière pourrait se fixer, à l'échelle nationale, la généralisation des 90 %, mais sans limitation de durée, sans discrimination aucune, jusqu'à concurrence du salaire d'un ouvrier qualifié, et son financement complet par le patronat et l'Etat, ceci pour tous les licenciés ; on devrait également assortir cette revendication de celle d'une indemnité au moins égale au SMIC pour tous les travailleurs arrivant sur le marché du travail (comme les travailleurs immigrés, les jeunes, les femmes) ainsi que les appelés.

(suite page 4)

Le sacerdoce du PSU : le centrisme

Le 10^e congrès du PSU confirme son orientation typiquement centriste. Ainsi, nous pouvons tirer de cette réunion quelques indications intéressantes sur les grandes orientations politiques, les buts que se donne ce parti et son attitude vis-à-vis de l'Union de la Gauche.

Après une analyse sommaire, dans la résolution politique, de la situation actuelle (crise du capitalisme — mécontentement et montée des luttes — perspectives électorales), on trouve, dans un rapport de la tendance majoritaire intitulé « éléments pour un programme populaire vers l'auto-gestion » (Tribune Socialiste, n° 728), les perspectives suivantes :

« La question posée aujourd'hui en France est celle des conditions dans lesquelles peut s'engager la construction d'un nouveau type de société [...] De façon plus ou moins explicite, cette aspiration à un changement de société se reflète à la fois dans les formes prises par les luttes, et dans l'attente de ce que pourra apporter une nouvelle majorité, un autre gouvernement [...] Il est erroné d'opposer l'une à l'autre ces deux manifestations. [Les luttes d'une part, l'électoratisme de l'autre !] Lutte pour « changer la vie » [entendez, le projet de l'opportunisme et la lutte électorale...] et luttes pour conquérir collectivement le pouvoir, ne sont pas deux termes à opposer, mais à unifier : tel est le but que doit se fixer une politique d'unité populaire vers l'auto-gestion socialiste ».

Le PSU se fait donc l'un des propagandistes les plus zélés d'une politique de Front populaire, et se propose de faire le lien entre d'une part les partis du Programme Commun, et d'autre part ce qu'il rassemble sous le terme de luttes, c'est-à-dire : aussi bien les activités de « l'extrême gauche » que les luttes immédiates des prolétaires qui se développent en réaction aux effets de la crise du capitalisme. Ainsi le PSU défend l'illusion qu'une victoire électorale de la gauche pourrait ouvrir des perspectives révolutionnaires et, à la différence de la triple alliance électorale formée par LCR-OCT-LO, en tire les conclusions logiques et s'allie directement à l'Union de la Gauche.

Il invite les travailleurs à participer au grand cirque électoral... tout en les mettant en garde : diable, on n'est pas si naïfs au PSU ! « Les travailleurs exigeront du gouvernement qu'ils auront élu qu'il aille dans le sens d'une rupture avec le système » (T.S., n° 728).

Le verbiage qui justifie cette tactique est toujours le même : il s'agit de mettre le projet réformiste au service des luttes pour aller vers une « expérience socialiste » ; de se servir en quelque sorte de l'opportunisme au profit de la lutte de classe ; de lui faire jouer MALGRE LUI un rôle révolutionnaire.

Mais dans la réalité, et les exemples historiques sont innombrables, cette conception à l'opportunisme en lui permettant d'accroître son emprise sur la classe ouvrière. C'est là le rôle immuable du centrisme que de servir de rabatteur à l'opportunisme, de ramener dans son giron, par les moyens les plus démagogiques (et nos détroqués du PSU sont experts dans cet art) les franges combattives du prolétariat.

Cette démagogie apparaît lorsque le PSU affiche les exigences qu'il avance pour prix de ses services à l'Union de la Gauche. On lance vertueusement des phrases du genre : « il s'agit de toute autre chose que d'une négociation du Programme Commun débouchant sur une éventuelle signature. Le Programme Commun [...] se situe et se situera à l'extérieur des préoccupations qui sont les nôtres ». Voilà pour la démagogie, mais dans la réalité, qu'exige-t-il du PC et du PS ? Eh bien... « un débat sur de grandes orientations comme les nationalisations ou les institutions ou le nucléaire » (TS n° 728, page 14, par. 3.4) ! Le débat, voilà le secret de la dynamique révolutionnaire pour le PSU. Mais poursuivons : « C'est par rapport à la possibilité de mettre en œuvre concrètement ces orientations que doit être appréciée la question de la participation des révolutionnaires au gouvernement ».

Nous y voilà ! La petite récompense que l'on quémande pour avoir servi de sergent recruteur, c'est le strapontin au gouvernement. On s'empresse d'ajouter : « cette question n'est pas aujourd'hui d'actualité pour le PSU [...] Néanmoins le problème doit être, dès aujourd'hui approfondi ». Gageons que pour les législatives nos « révolutionnaires » se seront décidés. Mais une chose reste certaine, c'est qu'en suivant l'opportunisme dans cette voie, le PSU devra lui aussi « inviter les luttes à se taire momentanément pour ne pas gêner la victoire électorale » selon sa propre expression à l'égard du PC-PS.

Misère du centrisme qui prétend allier lutte de classe et collaboration de classe pour le plus grand bien de la conservation du Capital.

La honte du « patriotisme commercial »

L'opportunisme refusant à la classe ouvrière tout objectif et toute méthode de classe dans la défense de ses conditions de vie et de travail est nécessairement conduit à faire dépendre le sort de cette dernière de la bonne marche de l'économie nationale, et, lorsque le marché mondial ne laisse plus de place à tous, de la défense de son économie nationale contre les autres.

C'est pourquoi l'appât lancé par Giscard et Ceyrac : « achetez français pour augmenter l'emploi ! » a si merveilleusement fonctionné. L'Humanité par exemple en a même rajouté, y trouvant un hommage à son point de vue et renchérissant : « pour acheter français, il faut d'abord produire français ! » tandis que Séguy a lancé l'idée du boycott de certains produits japonais, américains et allemands... C'est ainsi que l'opportunisme qui, dans notre pays, se réclame de traditions révolutionnaires, tombe, par patriotisme commercial, aussi bas que les bureaucraties stipendiées des syndicats américains qui ont pour mot d'ordre d'acheter des produits américains fabriqués en Amérique avec des capitaux américains. Mais les « syndicalistes » américains ont au moins un mérite, celui d'affirmer clairement qu'ils défendent leur capitalisme, et, par-delà, le capitalisme en général.

Au patriotisme commercial et au mot d'ordre honteux du tous contre tous, il est temps d'opposer le vieux mot d'ordre de la lutte prolétarienne : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

Solidarité avec D. Schultz !

Depuis la fin du mois de novembre, se déroule à Strasbourg une lutte de solidarité avec Detlev Schultz, accusé d'activité terroriste et considéré comme l'ennemi n° 1 en Allemagne. Alors qu'il a été arrêté en France en mai 1976 pour un de ces vols mineurs auxquels des individus isolés sont poussés pour survivre, l'Etat français le retient dans la prison de Colmar, après qu'il ait « purgé sa peine », en attendant de statuer sur une demande d'extradition formulée par l'Allemagne.

Il s'est formé un comité contre l'extradition de D. Schultz. Nos camarades y sont intervenus pour défendre le besoin d'une organisation ouverte contre l'idée de cartels et d'une défense qui, renonçant à l'appel à la démocratie, se mette sur un terrain de classe, et pour proposer des méthodes conformes à cette orientation. Ils ont dû intervenir également pour contrer les tentatives de porter la lutte dans le marais du chauvinisme anti-allemand. Et on doit dire que, jusqu'à présent, les meetings et les manifestations du comité, notamment celle du 27 janvier qui a rassemblé quelques centaines de personnes sous des banderoles appelant à la « solidarité internationale des travailleurs » ont pu éviter les écueils habituels.

Notre section a soutenu cette action par une propagande propre en direction de la classe ouvrière et en épaulant l'activité de nos militants au sein du comité. Voici un tract diffusé par notre section :

Prolétaires, Camarades,

Detlev Schultz, un jeune militant politique allemand, attend en prison une décision d'extradition soit prise par l'Etat français à la suite de la demande formulée par la R.F.A. à son égard. L'Etat capitaliste de l'Allemagne de l'Ouest l'accuse en effet d'avoir participé à plusieurs actions de « banditisme et de terrorisme », ce que Schultz nie catégo-

riquement.

En réalité la bourgeoisie allemande accuse Schultz d'avoir essayé de lutter contre l'infâme « paix sociale » qui sert de paravent à l'exploitation forcée du prolétariat d'outre-Rhin. En effet pour faire face à la crise économique mondiale et pour maintenir sa domination, l'Etat capitaliste de R.F.A. cherche à briser impitoyablement toute tentative de remise en cause de l'ordre établi. Pour cela la très démocratique Allemagne de l'Ouest est obligée de se blinder en renforçant tout son arsenal répressif et la législation de plus en plus ouvertement terroriste. Sous prétexte de lutter contre « la violence sous toutes ses formes » et pour défendre sa Constitution, la bourgeoisie développe la violence de son propre Etat démocratique en emprisonnant les militants politiques qui ont osé se dresser contre elle dans des conditions inhumaines (comme c'est le cas pour Baader et ses camarades de la Fraction Armée Rouge) quand elle ne les assassine ou « suicide » pas purement et simplement (Meinz, Meinhof...). Par là elle mène une véritable contre-révolution préventive (qu'elle a égratigné sur sa propre légalité montrant ainsi que celle-ci n'est qu'un chiffon de papier destiné à masquer et à justifier l'exploitation capitaliste quotidienne), afin d'empêcher toute reprise de la lutte de classe et à plus long terme toute explosion révolutionnaire prolétarienne.

Prolétaires, Camarades,

Cette terrible machine répressive bourgeoise est si perfectionnée qu'elle sert de modèle pour les autres Etats capitalistes européens. Bien plus, c'est à l'initiative de la R.F.A. que les différents gouvernements bourgeois passent des accords internationaux afin de coordonner la répression anti-ouvrière à l'échelle européenne. Car si les bourgeoisies nationales se livrent une intense

(suite page 4)

Révolution et contre-révolution en Russie (4)

(Le début de cette série a paru dans les numéros 235, 236 et 237 de ce journal).

*

Nous avons dit que la contre-révolution bourgeoise en Russie avait mis quelques années à s'imposer. En 1936, elle est déjà si bien assurée qu'elle assassine ouvertement les dirigeants de la révolution et l'état-major de l'Armée Rouge. En même temps elle abolit la Constitution de 1918, pour octroyer à la Russie la « constitution la plus démocratique du monde », une constitution qui méritait bien son nom, puisqu'elle instaura en Russie une « république bourgeoise du type habituel ». Un peu plus ouvertement policière et terroriste, peut-être, mais cela se comprend si on pense qu'elle venait d'arracher le pouvoir au prolétariat, et qu'elle devait imposer à toutes les classes une accumulation forcée du capital.

Cette constitution transforme les soviets en assemblées de type parlementaire. Elle accorde l'égalité politique à tous les citoyens, les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Comme l'ensemble de l'Etat, l'armée cesse d'être une armée de classe, pour devenir une armée nationale « de tout le peuple ». La loi n'est plus contingente et transitoire, mais se prétend codification idéale et éternelle de la vie sociale. Elle consacre la famille, le patriotisme (grand-russe, bien sûr), exalte la langue russe, la culture nationale, etc. Bref, elle abolit tous les aspects qui faisaient de l'Etat russe « autre chose » qu'une république bourgeoise ordinaire.

Mais, de même que l'action révolutionnaire des bolchéviques était essentiellement tournée vers la révolution mondiale, l'action contre-révolutionnaire du stalinisme s'est manifestée surtout dans le domaine de la lutte de classe internationale. Il est significatif que 1926, année du « socialisme dans un seul pays », soit aussi l'année du sabotage de la grève des mineurs anglais, soumis aux bonzes des trade-unions par le « Comité anglo-russe », et celle du massacre de Shanghai et de la liquidation du PC chinois, à qui on avait imposé une politique menchévique de soumission au Kuomintang.

sonnalisation complète du capital par son étatisation, tous les rapports et tous les mécanismes de *fonctionnement du capital* restant en vigueur.

En réalité, cette dépersonnalisation et concentration suprême du capital n'est que l'*antichambre dialectique* du socialisme, et elle ne l'est que dans la mesure où le pouvoir prolétarien entend la *destruction* de ces rapports et mécanismes. En les posant au contraire comme *naturels et éternels*, les staliniens ont supprimé la *nécessité historique* de la révolution et de la dictature du prolétariat. Tôt ou tard, ils devaient alors en arriver, après les avoir combattus depuis longtemps déjà *en fait*, à les abjurer aussi *en théorie*; ils devaient en arriver à renier ouvertement révolution et dictature de classe au profit d'un « front de tout le peuple », d'une « démocratie populaire », « avancée » ou « vérifiable ». Réciproquement, leur vision d'un « passage pacifique et démocratique » à un « socialisme aux couleurs de la Yougoslavie, de la France ou du Lichtenstein », « socialisme » qui n'est qu'un mythe capitaliste sans contradictions ni exploitation ou oppression, justifie la soumission pratique des prolétaires à l'intérêt de leur capital national.

La conséquence de la contre-révolution qui a prétendu construire le socialisme en Russie, c'est que le prolétariat comme *force autonome* est absent de la scène historique depuis un demi-siècle. Non seulement il n'a pas pu se battre pour son émancipation historique, mais il n'a même pas été en mesure de défendre efficacement ses *intérêts immédiats*. Aujourd'hui encore, au moment où les premières secousses de la crise ébranlent la prospérité et l'expansion capitalistes, où les salaires baissent tandis que le chômage augmente, où dans tous les pays la bourgeoisie accentue sa pression matérielle et politique sur le prolétariat, celui-ci ne réagit encore que par des luttes sporadiques et éparpillées.

Alors que certains parlent de « situation révolutionnaire » ou proclament même que « la révolution prolétarienne a commencé en Europe », le prolétariat n'a malheureusement même pas trouvé encore la force de mener les luttes de défense de façon vraiment efficace et d'en faire un terrain d'organisation classiste large et durable. Pour briser l'encadrement opportuniste qui endigue et bloque les luttes ouvrières il faudra, nous le disons depuis des années, la conjonction de deux phénomènes: l'explosion violente de luttes prolétariennes produites par la crise économique et sociale du capitalisme et la reconstitution du *parti de classe* et de son influence sur au moins l'avant-garde prolétarienne. Or, dans la dure lutte pour cette reconstitution du parti, le pseudo-socialisme russe (et, *a fortiori*, chinois ou autre) constitue un obstacle terrible, à la fois sur le plan pratique et théorique.

Pratiquement, ceux qui croient peu ou prou à l'existence d'éléments socialistes en Russie, restent toujours plus ou moins liés à l'U.R.S.S. et aux P.C. En effet, ils sont

fatalement conduits à postuler que l'Etat russe et les PC défendent toujours « d'une certaine façon », « mal », « insuffisamment », etc., mais défendent *malgré tout* la cause du socialisme. Du coup, même ceux d'entre eux qui ne vont pas jusqu'à présenter l'Etat russe actuel comme « une forme de la dictature du prolétariat », s'arrêtent toujours à *mi-chemin* dans leur critique de la Russie et des PC. Ils n'arrivent pas à rompre *effectivement* avec eux, au contraire, ils ramènent et soumettent à l'opportuniste les éléments d'avant-garde qui tentent de lui échapper. Ces gens qui demandent inlassablement au PC de « rompre avec la bourgeoisie », démontrant par là leur incapacité à rompre avec l'opportuniste, se justifient par deux séries d'arguments; l'une assimile faussement l'opportuniste social-chauvin, agent de la bourgeoisie au sein du prolétariat, à un réformisme naïf exprimant les intérêts immédiats des ouvriers; l'autre découle justement de leur « analyse » de la Russie.

Mais cette analyse les conduit précisément à participer à la négation et à la destruction de la théorie révolutionnaire, en falsifiant la vision marxiste du socialisme et du passage au socialisme. On trouve là toutes les variantes de « monstres théoriques ». Depuis ceux qui croient qu'il y a « du socialisme » dans l'économie russe alors que le pouvoir n'est pas dans les mains du prolétariat, ce qui voudrait dire que *n'importe qui* peut réaliser le passage au socialisme, jusqu'à ceux qui soutiennent non seulement que l'économie russe est socialiste et échappe aux contradictions du capital (au moment où les dirigeants russes sont obligés d'avouer qu'ils sont en plein dedans!), mais aussi qu'il s'agit bel et bien d'une forme de la dictature du prolétariat; ce qui voudrait dire que la dictature du prolétariat dans un pays pourrait s'appliquer à écraser le mouvement international du prolétariat!

De la notion *marxiste fondamentale*, de la *dictature du prolétariat*, il ne reste rien chez ces gens-là, pas plus que chez ceux qui l'identifient à un quelconque bloc de classes. Nous préférons encore avoir affaire aux anarchistes et anarchisants en tout genre, qui dévient à la révolution d'Octobre elle-même tout caractère socialiste. C'est normal de la part de gens qui ignorent ou méprisent la *lutte politique*, qui contestent la nécessité d'un Etat prolétarien, de la *dictature*, et du *parti* qui doit les diriger. Eux, au moins, sont cohérents.

Contre les uns et les autres, nous avons montré que la révolution comme la contre-révolution, la victoire comme la défaite *confirment le marxisme*, seule base possible pour une renaissance du mouvement de classe. Contre tous les tenants d'une quelconque démocratie, nous avons tiré la leçon de l'une comme de l'autre: *la seule « garantie » de succès dans l'offensive comme de résistance dans la défensive réside dans la solidarité et la fermeté théorique, politique, tactique et organisationnelle du Parti.*

La contre-révolution à l'œuvre

La faiblesse du mouvement mondial, européen surtout, avait permis le triomphe de la contre-révolution en Russie. Celle-ci est revenue comme un boomerang sur le mouvement communiste pour transformer sa faiblesse et son recul en désastre. Là aussi, elle a procédé de façon graduelle. Elle a pris appui sur les erreurs et les oscillations de l'IC, accentuant ces erreurs et amplifiant ces oscillations, jusqu'au point de rupture où s'est brisée irréversiblement la ligne politique qui faisait du Komintern la direction du mouvement révolutionnaire mondial.

On peut dire qu'avec l'effondrement sans combat du PC allemand en 1933 et le passage aux Fronts populaires en 34-45, cette rupture est accomplie. Dès lors, les PC ne travaillent plus qu'à sauvegarder le capitalisme mondial, à lui soumettre le prolétariat aussi bien que les peuples opprimés des colonies et semi-colonies.

Il est vrai, toutefois, qu'ils restent liés à Moscou et que, pendant toute une période, l'Etat russe a pu les utiliser au service de sa diplomatie et de sa défense nationales. Le fait de mettre le grappin sur l'IC et de pouvoir orienter l'activité des PC constituait évidemment un atout formidable pour l'Etat russe face aux autres Etats bourgeois; il ne s'en est pas privé! La Chine, par contre, n'est pas parvenue à se créer une semblable force d'appoint, et ce n'est pas étonnant: une Internationale révolutionnaire peut *dégénérer* et tomber dans les mains de la bourgeoisie, il est difficile de « fabriquer » une Internationale opportuniste de naissance.

Le lien avec Moscou a d'ailleurs servi à masquer en partie le passage des PC à la collaboration de classe. Ils servaient la conservation capitaliste à l'échelle mondiale, à travers la Russie, cela leur permettait de garder un peu les distances par rapport à leurs bourgeoisies respectives. Pendant toute une période, les PC ont ainsi oscillé entre la défense ouverte des intérêts de leur bourgeoisie et de leur économie nationales, et une « opposition » qui, pour être parfois violente, ne se plaçait nullement sur un terrain de classe, mais découlait du jeu de la diplomatie et des alliances russes. Simplement à titre d'exemple, citons la parodie de « défaitisme révolutionnaire » à laquelle le PCF s'est livré en 1939, au moment du pacte germano-soviétique, en rupture ouverte avec sa politique patriotarde et belliste des années précédentes.

Cet exemple montre cependant les limites de cette opposition, et l'irréversibilité de l'évolution des PC. Pour détruire les positions et les traditions révolutionnaires, le stalinisme s'est appuyé sur les éléments les plus « douteux » des PC, sur les social-démocrates mal rougis qu'une sélection insuffisamment sévère avait laissé entrer. Ce fait même, renforcé par sa ligne politique anti-communiste, encourageait dans ces partis la tendance à collaborer avec leur propre bourgeoisie. Ainsi, en 1939, le PCF s'était déjà complètement chauvinisé, il a très mal pris le pacte germano-soviétique, et n'a retrouvé son assurance que lorsqu'il a pu se lancer sans réserve dans la résistance et le superpatriotisme.

Pendant et après la deuxième guerre impérialiste, l'encadrement du prolétariat était assuré par les deux groupes de partis opportunistes, les PS et les PC, liés respectivement aux deux centres de la domination capitaliste du monde, les USA et l'URSS. Ces partis travaillaient tantôt la main dans la main, tantôt l'un contre l'autre, selon le degré d'entente ou de dispute de leurs patrons, selon que leurs intérêts communs de conservation capitaliste du monde ou leurs intérêts particuliers de puissances rivales passaient au premier plan.

Mais le rôle d'agent de la bourgeoisie au sein du prolétariat a sa dynamique propre, et elle s'ajoute aujourd'hui aux tendances centrifuges que l'exaspération de la concurrence fait naître dans les deux blocs. Ces partis sont de plus en plus obligés de servir les intérêts capitalistes au niveau de leur bourgeoisie, de leur économie, de leur Etat. Inévitablement, les PC sont conduits à décrocher de la Russie et à mettre en avant les fameuses « voies nationales au socialisme », c'est-à-dire les *voies nationales* et non plus « supra-nationales » de la collaboration de classe.

En même temps qu'ils soumettaient pratiquement le prolétariat aux intérêts du capital, dans la guerre et dans la reconstruction, dans les guerres coloniales et dans la « décolonisation », dans l'expansion de l'après-guerre comme dans les débuts de crise actuels, le stalinisme et ses successeurs ont réalisé une liquidation *théorique et politique* totale du mouvement communiste. Pour présenter comme « construction du socialisme » le développement du capitalisme en Russie, ils ont été obligés de falsifier complètement le marxisme, de défigurer non seulement la notion de socialisme mais celle même de *capitalisme*. Ce mode historique de production qui est défini fondamentalement par la production de *marchandises* au moyen du *travail salarié*, toutes les autres catégories du capital découlant de cette base, ils l'ont tout bonnement identifié à la « propriété personnelle » des moyens de production. Alors que Marx et Engels ont montré que le capital tend lui-même à se dépersonnaliser, ils ont prétendu que le « passage au socialisme » c'est simplement la déper-

Notes internationales

● A Rome, le bonze et les étudiants

La figure de proue du syndicalisme italien, Lama, l'équivalent de notre Ségué national, n'a pas beaucoup de chance. Rendant visite à l'Université de Rome, pour donner à son prestige grandissant dans l'establishment italien l'aura que confère le contact avec la culture en personne dans son temple même, ne voilà-t-il pas qu'il se fait le plus impoliment — et le moins universitairement du monde — conspirer, cracher au visage et chasser sans ménagement par des groupes d'étudiants et de jeunes ouvriers venus à la rescousse?

Il faut dire, comme le souligne le très pertinent Corriere della sera du 20-2-77, que depuis 1968 les rapports entre le PCI et les étudiants ont bien changé « surtout parce que le PCI, qui était alors dans l'opposition, se trouve aujourd'hui inséré dans l'aire du pouvoir. C'est pourquoi doit être éliminée toute tentation à l'ambiguïté ». Et, en effet, Lama sort de l'usine où il prêche l'austérité pour venir à l'école expliquer que l'Italie « a besoin d'étudiants qui travaillent », selon l'air archi-connu.

Le malheur pour lui est qu'il y a étudiants et étudiants, c'est-à-dire qu'il y a une frange de chômeurs en uniforme d'étudiants et de futurs prolétaires parmi lesquels de petits noyaux peuvent arriver à se rendre compte de ce qu'ils seront demain et à savoir qu'à l'école comme dans l'usine et le bureau, l'opportuniste est le laquais du capital. C'est ce qu'exprime le chahut qui a chassé Lama, attribué à Autonomia Operaia — un groupe

qui manifeste une réaction saine, bien que politiquement stérile et sectaire dans le style anarchisant, à l'opportuniste —, chahut que la police est venue contenir en faisant plus de quarante blessés... sans doute pour sauver la société italienne de sa « crise idéologique »!

Du plus haut comique est la réaction de gens qui se prétendent d'extrême gauche et qui condamnent cette action sous prétexte que la substitution de « l'attaque physique » au « débat politique avec les réformistes » ne prouve que l'« impuissance » de ses auteurs (voir Rouge du 18-2-77). Mais quel « débat politique » courtois peut-il y avoir, Messieurs, avec les gens qui renforcent l'Etat et se chargent de faire plier les travailleurs? Il n'est pas besoin d'être très fin pour deviner quelle attitude sera celle de ces faux révolutionnaires le jour où les ouvriers — qui ont des mœurs autrement rudes que les étudiants — chasseront les bonzes syndicaux de leurs organisations.

● Solidarité avec les inculpés de Casablanca

Au terme de plus d'un mois de procès, 44 des militants inculpés à Casablanca ont été condamnés à la détention à perpétuité tandis que sur la centaine d'autres présents au procès sont tombées des peines allant de 20 à 30 ans de prison.

C'est ainsi que les classes dominantes marocaines et leurs protecteurs — notamment les impérialismes français et américain —

tendent à imposer, par la terreur de la monarchie de Hassan, leur ordre infâme. Contre ce front contre-révolutionnaire doit se forger l'union des prolétaires des métropoles impérialistes et des exploités des pays opprimés. C'est leur lutte qui fera reculer le boureau de Casablanca et ses maîtres et vengera leurs victimes.

● Les députés de Boumedienne

Nous n'avons pas eu beaucoup de peine à prévoir que les candidats aux élections algériennes seraient choisis par le FLN parmi les notables locaux et les hommes de main de Boumedienne.

Voici quelques figures types de candidats: des ministres, comme R. Bitat, M. Zaïbeck, A. Temman, L. Yaker, A. Fadhel; le président de l'Amicale des Algériens en Europe, A. Gheraieb; le directeur de la commission nationale de la révolution agraire, Abdelaziz; un membre de la direction centrale du FLN; le chargé de relations avec les mouvements de libération nationale, Djelloul Melaïka; des officiers supérieurs retrairés tels que les ex-commandants M. Merarda, M. Slimani, A. Naouarouia; des commissaires nationaux du parti unique; des chefs de kasma du FLN; des procureurs et des juges tels M. S. Abdesmed à Batna, etc.

La démocratie algérienne l'avoue elle-même: elle n'a pas grand-chose à voir avec les intérêts des masses prolétariennes et des intérêts des masses prolétariennes et des masses paysannes pauvres et n'est qu'une fioriture — bien triste au demeurant — du régime de Boumedienne.

La question de l'unité syndicale en Espagne

La question de la forme que devrait adopter la nouvelle structuration syndicale polarise actuellement les discussions à l'intérieur du mouvement ouvrier. Une centrale syndicale ou plusieurs ? Les deux solutions sont présentées comme garantissant l'unité des prolétaires face à l'Etat et aux partis politiques. Nous n'aborderons pas ici la question du principe de la « neutralité politique » des syndicats (qui a toujours masqué la soumission des syndicats à la politique bourgeoise) car nous visons seulement à attirer l'attention sur quelques points importants qui ressortent de la discussion entre « pluralistes » et « unitaires ».

L'un des arguments favoris en faveur de l'unité syndicale à réaliser immédiatement est que le pluralisme servirait à la bourgeoisie pour diviser et influencer directement la classe ouvrière. Le PCE, avant qu'il décide de transformer les Commissions Ouvrières (C.O.) en une confédération syndicale, soutenait cette idée, par ailleurs défendue dans les groupes d'extrême gauche (cf. la LCR).

En effet, la bourgeoisie a souvent essayé de créer en sus des syndicats existants des syndicats à son service. Ce fut le cas des syndicats catholiques apparus depuis la fin du siècle dernier (en particulier le Syndicat des Travailleurs Basques (STV)), plus récemment FO en France et la UIL en Italie, et actuellement en Espagne l'Union Générale des Travailleurs (UGT) qui réapparaît soutenue par la bourgeoisie et l'impérialisme (allemand en particulier), tandis que l'Union Syndicale Ouvrière (USO) issue des rangs du mouvement catholique reçoit le soutien de la CFDT française.

Mais ce que le PCE autant que les gauchistes oublie, c'est que le syndicat unique est également un excellent instrument de la bourgeoisie et n'est en rien un remède contre la collaboration de classe. Il suffit de rappeler que ce syndicat unique est typique de pays où l'intégration « volontaire » des syndicats à l'Etat est poussée au maximum : USA, Allemagne, Suisse.

Si la bourgeoisie influe sur le mouvement ouvrier, ce n'est pas grâce à l'unité ou au pluralisme syndical, qui par ailleurs ne garantissent pas l'indépendance du mouvement ouvrier par rapport à la bourgeoisie et à son Etat. L'agent spécifique de la bourgeoisie

pour soumettre démocratiquement la classe ouvrière aux impératifs du capitalisme est l'opportuniste et plus généralement les partis « ouvriers » bourgeois qui prétendent lier la défense et l'amélioration des conditions de vie des masses et à la bonne marche de l'économie nationale et, sur le plan politique, l'émancipation du prolétariat à la défense et au renforcement de la démocratie bourgeoise.

La bourgeoisie confie le contrôle exclusif des organisations syndicales à ces partis qui, en même temps, combattent énergiquement toute tentative d'organisation qui échappe à ce contrôle.

L'indépendance de classe suppose une lutte tenace et intransigeante contre l'opportuniste et son influence. Il faut le combattre pour enraceriner le mouvement ouvrier sur le terrain des principes de la lutte de classe. C'est un problème de force et non de forme d'organisation, car c'est grâce à la force qu'il tire de ses multiples liens avec la classe dominante et son Etat que l'opportuniste réussit à emprisonner le mouvement ouvrier dans les mailles de la collaboration de classe. Les militants ouvriers, désireux de combattre pour leur classe doivent donc avant tout travailler à former cette force prolétarienne capable de s'opposer simultanément à la bourgeoisie et à l'opportuniste. Elle seule pourra donner un contenu classiste aux organisations ouvrières et en faire un instrument de la lutte pour la défense des intérêts matériels des travailleurs en même temps que le point d'appui de sa préparation révolutionnaire. Sans elle, les organisations syndicales ne seront que des instruments de la conservation bourgeoise.

Ceci nous ramène à la question centrale des préoccupations de tous les militants ouvriers sincères : l'unité syndicale.

L'unité de tous les travailleurs salariés face au capital est indéniablement un facteur essentiel de la lutte et des victoires immédiates et historiques. Il s'ensuit que cette unité doit se traduire aussi sur le plan syndical. C'est si vrai pour nous, communistes révolutionnaires, que nous en faisons un objectif général.

Mais, comme nous l'avons vu, cette unité ne peut s'accomplir qu'au moyen d'une force anticapitaliste et anti-opportuniste et ce serait une grave erreur de croire qu'elle

pourrait surgir de la fusion organisationnelle des syndicats actuels. Cette fusion ne serait rien de plus aujourd'hui que l'UNITE DES DIVERS COURANTS ET BUREAUCRATIES OUVRIERS BOURGEOIS et aurait comme seul contenu celui d'un front unique de l'opportuniste syndical contre le prolétariat. En outre cette unité EXISTE DEJA DANS LES FAITS.

Divisées en fonction de leur intégration à diverses traditions ouvrières bourgeoises (social-démocrate, stalinienne, socialiste autogestionnaire de tradition catholique, etc.), et de leurs stratégies politiques respectives, les actuelles directions centrales nationales démocratiques (C.O., UGT, USO) n'en présentent pas moins un front unique d'acier contre le prolétariat au travers de la COS pour le conduire sur le chemin du syndicalisme jaune « à l'européenne ».

Pour que l'unité formelle organisationnelle ne soit pas une coquille vide recouvrant de fait les divisions ouvrières, l'unité de la classe doit se forger en se frayant un chemin au travers de toutes les divisions actuelles (par catégories, entreprises, régions, syndicats), en tendant à l'union des différentes couches d'ouvriers chômeurs ou non, qualifiés ou non qualifiés, jeunes et vieux, hommes et femmes, « nationaux » et immigrés ; en avançant des méthodes et des objectifs de lutte qui favorisent et étendent l'unité. Là est la voie : il n'existe pas de formule organisationnelle magique qui permette la progression de l'unité syndicale. C'est seulement à un certain niveau de développement que pourront se concrétiser les progrès accomplis sur la voie d'un syndicat unique : mais ceci suppose déjà l'existence d'une force anticapitaliste et anti-opportuniste capable d'entraîner les plus vastes secteurs du prolétariat. A quel moment ? C'est un problème secondaire. Il est même possible que cette unité ne se réalise qu'après la victoire de la révolution.

L'essentiel consiste actuellement à trouver la voie qui permette de dépasser les divisions et la concurrence entre prolétaires, c'est-à-dire de s'opposer à l'arme la plus terrible que la bourgeoisie possède contre les travailleurs. On y arrivera par la défense des réelles exigences matérielles et des impératifs de lutte de la classe ouvrière.

Presse internationale

Voici le sommaire du n° 3 (11 février 1977) de

il programma comunista

- Lotta di difesa e preparazione alla lotta di offesa
- Eurocomunismo e « dissenso »
- La montagna parlamentare ha abortito il topolino
- Le rivendicazioni transitorie (4)
- Ritornando sull'agricoltura russe : « Buone notizie » da Mosca
- Egitto : Risposta proletaria
- Quadrante
- Una « scoperla » dei sindacati tedeschi
- Lotte operaie : un nostro manifesto.

Soutenez l'effort de développement de la presse du parti dans les différentes langues !
Souscrivez !

Le prix du journal

Le prix du journal passe à 2 F à partir de ce numéro. Cette augmentation importante du prix devra aider à faire face à l'augmentation des coûts de fabrication, au « cadeau fiscal » qui consiste à nous gratifier d'un taux de TVA de 7 % alors que notre presse était jusqu'ici exonérée de cet impôt, enfin à la sortie plus fréquente que par le passé de numéros à 8 pages en attendant de pouvoir publier tous les numéros à ce nombre de pages.

Le tarif des abonnements au journal augmente en conséquence, ainsi que, dans une moindre mesure, celui de la revue Programme Communiste. Nous invitons les lecteurs à se reporter à la première page pour éviter des erreurs de somme.

Défense des chômeurs

(suite de la page 2)

Telle est la position des communistes. Mais ce n'est évidemment pas celle du réformisme qui d'un côté abandonne la défense des chômeurs sous prétexte qu'il faut trouver une solution au chômage et, de l'autre côté, n'a d'autre solution à proposer qu'une reprise de la production dans le cadre du capitalisme ; position qui revient à pousser chacun à prendre aux autres un travail qui, à l'échelle sociale, diminue relativement, et, par conséquent, à aggraver, au lieu de les surmonter, les divisions de catégorie, d'entreprise, de nationalité et de race.

EXTRAITS DE LA PLATE-FORME SYNDICALE

[Les revendications de ressources pour les chômeurs] doivent s'accompagner de la riposte des ouvriers non-chômeurs lorsque leurs camarades sont jetés à la rue (expulsion qui n'est d'ailleurs souvent que le prélude de la leur), et doivent se traduire par le mot d'ordre

— NON AUX LICENCIEMENTS !

Un tel mot d'ordre a valeur de principe en tant qu'il est une indication générale de lutte et un appel à la solidarité de classe. Mais il serait dénaturé si on le transformait en un objectif pratique à atteindre dans n'importe quelle situation et par n'importe quel moyen. C'est pourquoi la lutte contre les licenciements doit être liée à une dénonciation de l'objectif illusoire de la « garantie de l'emploi » en régime capitaliste.

Que la pression ouvrière réussisse ou non à empêcher les licenciements, elle doit se prolonger par une solidarité active et organisée des non-chômeurs envers les chômeurs dans chaque épisode et manifestation de la lutte des classes. Cette solidarité est inséparable de la lutte contre les chefs réformistes, qui traitent avec mépris les chômeurs considérés par eux comme des « sous-prolétaires », et contre lesquels il faut revendiquer le

— Droit des chômeurs à rester inscrits au syndicat et à participer à l'action syndicale, aux assemblées et aux grèves.

Cette solidarité devra également trouver son point de coordination naturel dans des organes territoriaux, comparables aux Bourses du travail d'hier, mais aujourd'hui malheureusement tombées au niveau d'appareils bureaucratiques vides de tout contenu de classe. [...]

Solidarité avec D. Schultz !

(suite de la page 2)

guerre commerciale, pour surmonter les effets de la crise, elles n'hésitent pas à s'unir pour préserver la Sainte Alliance Capitaliste contre toute menace de révolution communiste (cf. la Convention Européenne contre le terrorisme). C'est ainsi que se dresse une véritable Internationale des flics du Capital pour faire barrage au développement des luttes ouvrières qui tendent à dépasser les frontières nationales. Cela s'illustre en France par les différentes mesures de répression et d'expulsion qui frappent les travailleurs immigrés et les militants étrangers (expulsion de militants africains, maghrébins, iraniens, basques, espagnols, palestiniens, interdiction de l'O.C.A., etc.).

Prolétaires, Camarades,

Le cas de Detlev Schultz pose l'exigence d'une véritable et inconditionnelle solidarité prolétarienne internationale dont l'enjeu est triple.

Il s'agit d'abord de lutter pour empêcher que Schultz ne soit brisé et anéanti dans les prisons spéciales allemandes en obtenant que lui soit reconnu le statut de réfugié politique.

Il s'agit également de dénoncer activement l'étroite collaboration entre l'odieuse démocratie libérale et « socialiste » ouest-alle-

mande et l'Etat capitaliste français (qui a derrière lui une tradition répressive tout aussi écœurante).

Il importe enfin, au moment où la bourgeoisie européenne se prépare ouvertement et à l'échelle internationale, à des affrontements de plus en plus violents en blindant son appareil démocratique, d'y préparer réellement le prolétariat.

Pour cela il faut débarrasser la classe ouvrière de toutes les illusions paralysantes véhiculées par les partis opportunistes mais aussi par les groupes d'extrême gauche qui se placent sur le terrain de l'antifascisme démocratique. Cela ne peut se faire qu'en dénonçant la nature de classe des Etats capitalistes et de la répression qu'ils mènent et en montrant que la défense des militants ne peut pas être confiée à une « Loi » prétendument « au-dessus des classes » (en réalité instrument de domination de la bourgeoisie) mais seulement à la riposte solidaire internationale qui se place sur le terrain de la lutte de classe révolutionnaire.

Défense inconditionnelle de Schultz !
Reconnaissance du statut de réfugié politique pour Schultz !

Non à l'extradition de Schultz !
A bas l'Internationale des flics du capital !

Pour la solidarité prolétarienne internationale !

Les « bienfaits » du contrôle de l'immigration

Pour la première fois depuis 1946, d'après l'INSEE, le nombre des départs de travailleurs étrangers a dépassé de 30 000 celui des entrées (cf. Le Monde du 11-2-77). Il s'agit bien sûr des chiffres officiels, mais il est probable que, même en tenant compte de la persistance de l'immigration clandestine, on ressentie là les effets des mesures d'arrêt de l'immigration préparées par les circulaires Djoud-Poniatowski. Mis à part quelques courtisans des classes dirigeantes des « pays en voie de développement », qui oseraient prétendre, en effet, que si les travailleurs s'en vont, c'est d'abord parce qu'ils ont des chances nouvelles de trouver chez eux des conditions de vie et de travail plus décentes ? En réalité, les causes matérielles qui ont contraint les travailleurs à immigrer sont toujours là : la misère, le chômage, les séquelles de l'exploitation coloniale dans leur pays, auxquelles s'ajoutent les tourments d'une accumulation capitaliste menée dans des conditions difficiles (par exemple pour des

Algériens, qui sont les plus nombreux parmi les partants recensés). Limiter la liberté de circulation de ces travailleurs, c'est accroître leurs souffrances et leur insécurité.

Après la crise mondiale de 29, on avait assisté à un mouvement analogue de « dégraissage » de la main-d'œuvre étrangère que les bourgeoisies européennes s'étaient évertuées à attirer au lendemain de la Première Guerre, dégraissage favorisé par un arsenal de lois limitant et « contrôlant » l'immigration, dont des socialistes avaient été en France les promoteurs.

Voilà ce qu'aujourd'hui comme hier les partisans du contrôle de l'immigration sous l'étiquette « socialiste » ou « communiste » masquent hypocritement, avec leur prétention à assurer l'équilibre et l'harmonie dans l'emploi, pour le plus grand bien de l'économie nationale : l'oppression matérielle et politique accrue d'une partie de la classe ouvrière internationale, leur propre complicité avec leur bourgeoisie et son Etat.

Permanences du Parti

- EN BELGIQUE**
- A Bruxelles : le dimanche 13 mars de 10 à 12 heures, local de l'ASBL-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.
- EN FRANCE**
- A Aix-en-Provence, une fois par mois, le mercredi de 14 à 16 heures, soit le 2 mars, stand à la Faculté de Lettres, Grand Hall.
 - A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
 - A Lille : les dimanches 6 et 20 mars, de 10 à 12 heures, 27, rue Adolphe.
 - A Lyon : le samedi 6 mars, et en général le premier samedi de chaque mois, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.
 - A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt.
 - A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
 - A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couplès, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).
 - A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.
- EN SUISSE**
- A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que les samedis 5 et 19 mars, et en général tous les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché, 1^{er} étage à droite : « Atelier ».

ATTENTION !
CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE
BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926